

« Investir avec des paysans en Afrique : bonne ou mauvaise idée ? »

Compte-rendu du petit-déjeuner débat organisé par Fert et Farm le 7 mai 2014¹

On parle de plus en plus de l'intérêt croissant des acteurs financiers pour l'agriculture (en particulier depuis la crise alimentaire de 2008) : certains y voient un danger - l'agriculture pouvant devenir l'objet de démarches spéculatives court-termistes - d'autres y voient au contraire une opportunité : celle de dégager de nouveaux financements pour les agricultures du Sud, qui demeurent aujourd'hui orphelines d'investissements d'ampleur.

Mais de quelle agriculture parle-t-on ? Il semble bien que l'intérêt croissant des investisseurs s'attache davantage à l'agrobusiness, entendu comme agriculture de firme et de grande échelle. Qu'en est-il de l'agriculture familiale, non pas l'agriculture de subsistance ou uniquement de petite taille, mais celle qu'on pourrait rapprocher de la forme artisanale, et qui reste toujours le parent pauvre de l'investissement, le « missing middle » ou le chaînon manquant ? Intéresse-t-elle également les investisseurs ?

L'originalité du **petit-déjeuner débat organisé par Fert et Farm le 7 mai 2014** fut justement d'inviter des financiers pour en débattre (en particulier des représentants de fonds d'investissement en Afrique : Améthis, I&P, Proparco), ainsi que M. Abdoul MBAYE, banquier et ancien Premier Ministre du Sénégal et M. Piet VANTEMSCHE, président du Boerenbond (Ligue des paysans en Belgique flamande) et d'AgriCord (réseau international d'agri-agences).

Vous pouvez retrouver la liste des intervenants ainsi que des éléments de cadrage sur le thème du débat sur le site web de Fert : <http://www.fert.fr/investir-avec-les-paysans-en-afrique-bonne-ou-mauvaise-idee/>. Les vidéos du débat seront mises en ligne sur ce site prochainement.

« Investir directement avec les paysans : c'est une mauvaise idée pour nous »

Proparco, filiale de l'AFD, chargée du financement (sous forme de fonds propres et de prêts) du secteur privé, a ouvert le débat par une cordiale provocation. L'organisme a prévu dans sa nouvelle stratégie d'investir sur des formes d'agricultures familiales, mais en aucun cas de manière directe. Un fonds d'investissement basé à Paris n'est pas en mesure d'intervenir directement à des échelles petites, selon l'AFD. La stratégie est bien de financer des acteurs intermédiaires, qui eux peuvent avoir un accès direct aux paysans : il s'agit d'abord des institutions financières locales, mais aussi de grandes entreprises. Proparco tente de soutenir des entreprises qui ne cherchent pas nécessairement à accroître leurs propres plantations mais travaillent directement avec les paysans, au travers des plantations villageoises, comme le groupe SIFCA en Côte d'Ivoire.

« Investir avec les paysans : ce n'est pas exclu, mais c'est difficile »

Le nouveau fonds d'investissement « Améthis », spécialisé sur l'Afrique et drainant entre autres des fonds des Rothschild, se présente comme un gestionnaire « d'argent très chaud », ouvert à la perspective de financer l'agriculture. Mais il ne cache pas la difficulté de l'exercice. « Pour nous ce n'est pas facile. On veut bien investir sur du long terme mais

¹ <http://www.fert.fr/investir-avec-les-paysans-en-afrique-bonne-ou-mauvaise-idee/> et http://www.fondation-farm.org/spip.php?page=article&id_article=921

l'agriculture c'est du très long terme ! Sur de l'hévéa on nous demandait une dette à 15 ans ! Il faut se rappeler que la durée de vie moyenne d'un fonds d'investissement ne dépasse pas 8 ans... ». Proparco, pourtant lié à un organisme public, renchérit : « contrairement à d'autres investisseurs, nous pouvons nous permettre de prêter à 15 ans, mais nous ne le ferons que si les garanties sont données. Nous avons un tropisme vers les gros projets. Un investisseur qui n'investirait pas dans une filière entière (au-delà de la production) n'aurait pas beaucoup de chances de réussite. Les perspectives d'investissement uniquement avec les paysans sont faibles... » Raisonnements analogues chez Investissements et Partenaires (I&P), un fonds d'investissement dirigé par Jean-Michel Severino, ancien directeur-général de l'AFD. Les objectifs de rentabilité de ce genre de fonds sont très élevés et la durée de leurs ressources (maximum huit ans) rend difficile le financement de très long terme. Il est en pratique exclu, pour l'ensemble des investisseurs présents, d'investir dans l'agriculture sans intégrer au moins une forme de transformation, au mieux l'ensemble de la filière. Enfin le foncier est un problème central, au-delà de la logistique.

« Sur le lait peut être ? »

Cependant un secteur semble porteur et intéressé particulièrement les investisseurs : la production laitière. Ainsi Danone s'intéresse à l'Afrique. Les projets les plus importants se situent aujourd'hui en Afrique de l'Est, mais l'exemple de la « Laiterie du Berger » au Sénégal est cité comme un modèle, qui pourrait faire des émules. « On est intéressé si vous avez de bons projets en Afrique de l'Ouest sur le lait ! ». D'autres expériences dites « gagnant-gagnant », dans lesquelles les achats aux producteurs locaux sont dominants, sont également citées : filière huile de ricin dans le Sud de Madagascar, filière bio au Cameroun.

« Ce n'est pas la responsabilité des fonds d'investissements, mais celle de l'Etat »

Un point finit par ressortir du débat, particulièrement mis en avant dans l'intervention de M Abdoul MBAYE, économiste et banquier sénégalais et ancien Premier Ministre du Sénégal : le rôle de l'Etat dans cette problématique du financement des paysans. En effet, selon un intervenant, il ne faut pas se tromper : les fonds d'investissement étrangers ne sont pas les premiers responsables du soutien et de l'accompagnement de l'agriculture familiale africaine. Ces éléments relèvent de la responsabilité des acteurs nationaux et locaux, à commencer par l'Etat, via une politique agricole permettant de sécuriser les agriculteurs contre les risques (les mettant ainsi en meilleure position pour s'endetter auprès des institutions financières) mais aussi par une politique de soutien des prix assumée.

En définitive, en dépit du discours de l'ancien Premier Ministre sénégalais valorisant l'agriculture et mettant bien en exergue les potentiels de l'Afrique en termes de terres disponibles et de retour sur investissement, en dépit des slogans plus ou moins encourageants du type « il y a plus d'argent que de bons projets », la réponse à la question initiale semble nuancée. On retiendra qu'il existe plusieurs formes d'investissement avec les paysans et non un modèle unique. On retiendra que quelques filières, comme les produits laitiers, ainsi que le partenariat entre grands et petits exploitants semblent porteurs de perspectives de développement. On retiendra aussi que les investisseurs d'argent « chaud »² (exigeant une rentabilité relativement rapide et haute) restent à convaincre pour investir avec les paysans en Afrique.

² La notion d'argent chaud a été ici employée dans un autre sens que celui que l'on rencontre parfois (sous la plume de Guy Bédard par exemple) pour désigner l'argent venant de soi, des proches, et donc que l'on gère plus rigoureusement que l'argent venant l'extérieur, du gouvernement, de l'étranger (argent froid). Dans cette discussion, l'argent chaud renvoyait au capital investi et à l'exigence d'une rentabilité forte et rapide.